



LE PLAN CLIMAT

de Fabien Roussel

IL Y A URGENCE ! Face à l'incendie, on ne peut pas se contenter de petits seaux d'eau, il faut investir pour le climat, vite et fort. Il nous faut sortir au plus vite du gaz et du pétrole.

FABIEN ROUSSEL propose de respecter les recommandations du GIEC et que la France investisse 6% du PIB pour le climat chaque année, au lieu de seulement 2% aujourd'hui.

Celui suppose 65 milliards d'investissements publics supplémentaires chaque année, dont :

- **25 milliards** par an pour décarboner les transports
- **23 milliards** par an pour réduire massivement et décarboner la consommation d'énergie du bâtiment
- **10 milliards** par an pour transformer notre agriculture et notre alimentation
 - **7 milliards** par an pour augmenter fortement notre production d'énergie décarbonée

Avec les mesures suivantes :

- **Suppression des niches fiscales** anti-écologiques
- **Exclusion des marchés publics** des entreprises les plus polluantes
- Encadrement strict des publicités poussant à la consommation
- Obligation d'une clause favorisant les **achats locaux et circuits courts** dans les marchés publics
- **Gratuité des transports en commun urbains**, les « trains Roussel » : gratuité des TER pour les salariés (50% par l'employeur, 50% par l'Etat), baisse de 30% du tarif des trains
- **5 milliards d'investissements supplémentaires par an pour le rail** (remise en service des petites lignes, rénovation du réseau, relance investissements TGV)
- 3 milliards d'investissements supplémentaires par an pour les transports publics (métros, tramways, bus en site propre)
- **Création d'un réseau de 100 000 kilomètres de pistes cyclables**, 1 milliard d'investissement annuel de l'Etat pour financer des aménagements vélo
- 1 milliard d'investissement supplémentaire pour les frets ferroviaire et fluvial, TVA à 5,5% sur les frets ferroviaire et fluvial
- Objectif d'une **part modale de 30% pour le fret ferroviaire et 10% pour le fret fluvial**
- Développement massif du covoiturage, financement à 100% des infrastructures nécessaires via les contrats de plan Etat-région
- **Prime à la conversion de 10 000 euros pour pouvoir changer de voiture**, ouverte aux modèles d'occasion peu consommateurs Crit'Air 1 ou 2
- Augmentation à hauteur de 1500 euros du Crédit d'Impôt pour Borne de Recharge Electrique, plan de déploiement de bornes de recharge rapides financé par l'Etat

- Renforcement des taxes d'aéroport en particulier pour les jets privés et les classes affaires
- 3 milliards par an pour le « **grand remplacement** » des **3,5 millions de chaudières au fioul** par des modes de chauffages respectueux de l'environnement
- 10 milliards d'investissements supplémentaires de l'Etat par an pour réaliser **700 000 rénovations énergétiques globales de logements privés par an**, avec priorité aux changements de chaufferie gaz
- 3 milliards d'investissements supplémentaires de l'Etat par an pour réaliser **150 000 rénovations énergétiques globales de logements sociaux par an**, avec priorité aux changements de chaufferie gaz
- 7 milliards d'investissements supplémentaires de l'Etat par an pour le **la rénovation énergétique des bâtiments publics**
- Sortir au maximum du béton dans la construction, TVA à 5,5% sur tous les matériaux de construction bio et géosourcés
- Lancement de **la construction de 6 nouveaux EPR**, arrêt de la fermeture des centrales nucléaires existantes
- **Augmentation forte de la production d'électricité renouvelable** (solaire, éolienne, hydraulique)
- **Création d'un service public de l'énergie**, nationalisation d'EDF et d'Engie
- Manger moins de viande mais de la meilleure viande, augmentation de la consommation de fruits et légumes et de légumineuses
- **Transformation agro-écologique de l'agriculture**, favoriser l'implantation de fermes de polyculture-élevage, limitation drastique du recours aux intrants et pesticides de synthèses, soutien à l'implantation de production de légumineuses
- **Taxation très importante des importations de viande ne respectant pas les normes** sanitaires, environnementales et de bien-être animal appliquées en France
- Fonds de 10 milliards par an pour soutenir la **transformation agro-écologique de l'agriculture** et une transformation de la restauration collective pour servir des repas plus sains et moins carnés.

